



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

Supplément à CPS
29 janvier 2009

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (LÉNINE)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

**On ne peut combattre la politique du gouvernement en discutant-
négociant sans cesse les « réformes » du gouvernement.
FRONT UNIQUE CONTRE SARKOZY, SON GOUVERNEMENT !**

SARKOZY ET LE PATRONAT MENENT L'OFFENSIVE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Alors que les licenciements se multiplient, Sarkozy et le patronat annoncent chaque jour de nouvelles mesures et réformes contre les salariés. Dernier exemple : le Medef vient de demander que soit reculé de deux années l'âge de départ à la retraite des 18 millions de salariés qui cotisent à un régime complémentaire de retraite (Arrco et Agirc). Autre mesure inacceptable : la décision gouvernementale de briser le statut des enseignants-chercheurs pour les assujettir aux présidents d'universités.

POUR LA DÉFENSE DES VÉRITABLES REVENDICATIONS OUVRIÈRES ET DE LA JEUNESSE

Mais en même temps, le gouvernement redoute une « révolte sociale ». Aussi, quand la mobilisation devient dangereuse, Sarkozy manœuvre. Mais tant que son pouvoir n'est pas menacé, il ne recule pas. Ainsi a-t-il reporté la réforme des lycées pour mieux négocier sa mise en oeuvre. Ainsi prétend-il faire croire qu'une partie des 3500 postes supprimés de RASED (instituteurs spécialisés pour les élèves en difficulté) serait rétablie... alors qu'il ne fait que déplacer d'autres instituteurs sans créer les postes.

Pour combattre Sarkozy de manière efficace, la première nécessité, ce sont des revendications claires, telles que :

- **Rétablissement de TOUS les postes supprimés** dans la Fonction publique.
- **Retrait de toutes réformes imposées dans l'Enseignement public**, de la maternelle à l'université et à la recherche.
- **Retraites : rétablissement des 37.5 annuités pour tous** (revendication que la plupart des organisations ont abandonnée).
- **Santé : retrait du projet de loi Bachelot**, lequel prépare la privatisation du système de santé.
- **Salaires : Smic à 1500 euros net tout de suite ; rattrapage du pouvoir d'achat perdu** (par augmentation du point d'indice dans la Fonction publique), dans le respect des qualifications et indexation sur les prix.

AUCUNE « CONCERTATION » SUR LES PLANS DU GOUVERNEMENT !

Un chroniqueur du Figaro (le 27-1) s'inquiète de « l'évolution du champ protestataire » qu'il qualifie de « très dangereuse » parce que « les centrales syndicales ne contrôlent plus rien en France, même pas leurs troupes ». On n'en est pas encore tout à fait là, mais il est vrai qu'un nombre croissant de salariés rejette la politique de ces dirigeants qui acceptent de négocier ou discuter tous les projets réactionnaires du gouvernement, ou qui font à ce dernier des « propositions » qui préparent le terrain à Sarkozy.

Ainsi, le gouvernement s'est appuyé sur les « négociations » menées avec l'ensemble des confédérations sur la représentativité et le dialogue social, et sur la « position commune » qui en est issue (accord signé par la direction de la CGT et de la CFDT) pour, en août dernier, faire voter une loi réactionnaire : désormais, c'est

entreprise par entreprise que se définit le temps de travail ; ce temps de travail allongé pourra au final être déterminé individuellement.

Aussi le problème n'est pas que les responsables syndicaux « *ne contrôlent plus rien* ». Le problème pour les salariés, c'est qu'ils doivent pouvoir contrôler leurs syndicats et les dirigeants. Et que ceux-ci cessent de négocier les projets de Sarkozy : car négocier, c'est l'encourager à poursuivre sa politique. Et cela empêche les ripostes immédiates : Rupture immédiate des négociations !

PRÉPARER LE COMBAT D'ENSEMBLE POUR VAINCRE SARKOZY

Rupture des négociations et affirmation des véritables revendications des travailleurs : c'est sur cette base qu'il est possible de préparer, au-delà de la grève de 24 heures, la mobilisation d'ensemble des salariés et de la jeunesse : mobilisations de secteurs professionnels entiers, grève générale de tous les travailleurs.

Une telle mobilisation implique la constitution par les assemblées générales de véritables comités de grève, de comités de grève centralisés (de coordinations nationales) intégrant les organisations syndicales et auxquels les responsables syndicaux doivent rendre compte.

Sur cette base, il est possible d'infliger une défaite à Sarkozy et son gouvernement !

Manœuvres autour de la réforme des lycées

Pour préparer la réforme des lycées, Darcos a d'abord proposé aux responsables syndicaux, au printemps, de discuter d'un protocole. Tous ont discuté, et presque tous ont signé ces « points de convergences ». Les discussions- négociations se sont poursuivies jusqu'en octobre 2008. Mais l'hostilité des enseignants, puis la mobilisation des lycéens - alors que la jeunesse grecque insurgée donnait un « mauvais exemple » - ont conduit Darcos à manœuvrer. La réforme n'est pas abandonnée mais reportée d'un an seulement. Et les discussions ont repris sur la base de ces « points de convergences ».

Pire :

Les dirigeants de l'Unef, de l'Unl, de la Fcpe et de l'Unsa ont rejoint ceux du Sgen CFDT et de la Pep pour proposer à Darcos et Sarkozy « leur » projet de réforme. Fait remarquable, ce projet reprend tout ce qui était inacceptable dans la première version de la réforme des lycées. Quant à la Fidl, sa responsable demande une « bonne réforme », alors qu'avec Sarkozy, il ne peut y avoir que des « réformes » réactionnaires.

Toute cette politique est inacceptable.

Avec Sarkozy, il n'y a rien à négocier. Rupture des négociations !

Retrait immédiat de la signature des dirigeants syndicaux des « points de convergence » !

Retrait total, sans condition de la réforme des lycées.